

Communiqué de presse | Mort·e·s aux frontières : une semaine d'hommage qui s'ouvre par une campagne d'affichage refusée dans les rues de Briançon.

A l'occasion de la 10^e journée internationale de **Commémor'ation** des mort·e·s des frontières, Médecins du Monde, Tous Migrants, Refuges Solidaires, la délégation des Alpes du Secours Catholique et la Cimade 05 lancent une nouvelle campagne : "Migrer pour vivre, pas pour mourir". Jugée "trop politique" par la régie publicitaire locale, cette campagne se voit écartée en dernière minute des panneaux publicitaires de Briançon. Déterminé·es à soutenir les victimes des frontières et leur famille nous la ferons tout de même vivre pendant 8 jours de mobilisation du 3 au 11 février.

Une date symbolique qui résonne après une saison meurtrière dans les Hautes-Alpes

Depuis maintenant 10 ans et le **drame de Tarajal**, le 6 février, des familles de disparu·es, des rescapé·es, des activistes solidaires rendent hommage aux victimes des politiques répressives aux frontières.

Cette journée a une nouvelle fois un écho particulier à Briançon. Alors même que les associations alertent depuis des années sur les dangers auxquels les politiques de militarisation et de non-accueil exposent les personnes exilées, 3 personnes ont de nouveau perdu la vie à la frontière franco-italienne : Moussa le 7 août sur la route des Gondrans, Mohammed le 14 octobre noyé dans la Cerveyrette et Mahdi noyé dans la Durance le 29 octobre.

"Migrer pour vivre pas pour mourir" : une campagne de sensibilisation refusée dans les rues de la Briançon.

C'est dans ce contexte qu'une campagne d'affichage publicitaire devait être lancée à Briançon. Proposée conjointement par les associations, celle-ci souligne à travers **5 visuels** l'absurdité et la dangerosité des politiques de non-accueil mises en place par les autorités à la frontière franco-italienne et définit "l'accueil inconditionnel", seule politique à même de régler de manière durable la crise humanitaire, sociale et éthique qui traverse notre société et notre territoire.

Des propos jugés "trop politiques" par la régie publicitaire gérant les panneaux d'affichage à Briançon qui l'a finalement refusée, sans fournir aucune justification juridiquement argumentée. Conçue avec l'aide d'un avocat, cette campagne ne fait pourtant état que de faits et ne diffuse aucun propos diffamatoire.

8 jours de mobilisation pour porter la voix des victimes et repenser les politiques d'Accueil dans le briançonnais

Ce refus qui équivaut pour nous à une censure montre bien une fois de plus que les discours documentés et solidaires portant sur la migration ne peuvent avoir voix au chapitre. C'est pourquoi, du 3 au 11 février, les associations et collectifs solidaires organisent **une semaine de mobilisation** pour porter la parole des victimes et de leurs familles. Deux temps forts dans cette semaine : un débat public le 3 février autour de la question "Quelle politique d'accueil dans le Briançonnais ?" et un grand rassemblement d'hommage sur les berges de la Durance le mardi 6 février à 17h30.

Plus que jamais nous réaffirmerons notre volonté de visibiliser ces drames, d'en pointer les causes, et plus largement de questionner les politiques d'accueil ou de non accueil des personnes exilées.

Contact presse : 07.77.28.79.36 / 06.99.23.97.10



Témoignages et réactions

« Nous ne le nions pas : nos propos sont politiques. Aujourd'hui l'État Français déploie une politique de non-accueil allant du renforcement de la militarisation de la frontière, à l'expulsion de lieux d'habitat informel en passant par de multiples dénis de droits qui détériorent l'état de santé physique et psychique des personnes. Est-ce vraiment trop politique de parler de faits, de pratiques observées quotidiennement et qui laissent des stigmates conséquents sur les corps et les esprits des personnes qui tentent de rejoindre l'Europe ou la France ? »

Isabelle Lorre, Coordinatrice du programme de Médecins du Monde à Briançon

« Depuis 2016, nous dénonçons inlassablement les politiques illégales et mortifères de l'Etat français aux frontières. La seule réponse de l'Etat est de toujours accroître la militarisation de la frontière au mépris du respect du droit européen et international et notamment des récents arrêts de la CJUE . Dix personnes ont perdu la vie en tentant d'échapper aux contrôles, aux guet-apens et aux courses poursuites des forces de l'ordre depuis le rétablissement du contrôle aux frontières en 2015. Trois sont décédées entre le 7 août et le 29 octobre 2023. Nous ne pouvons nous empêcher de faire le lien entre l'augmentation du nombre de décès et la militarisation accrue de la frontière depuis l'été 2023 condamnant les personnes à emprunter des itinéraires toujours plus dangereux dans la montagne.»

Tous Migrants

« L'Etat français instaure une politique violente de non-accueil à l'encontre des personnes qui franchissent la frontière sans les bons papiers. Malgré nos nombreux communiqués et sollicitations aux préfets sur le sujet de l'accueil, les pouvoirs publics persistent dans une politique répressive aux frontières. La préfecture nous rappelle par lettre le 31 juillet 2023, les peines encourues liées à l'aide directe ou indirecte à faciliter ou tenter de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger , une lettre menaçante qui oppose une répression à nos demandes d'aide pour les transports et d'ouverture de centres d'hébergement d'urgence.

Refuges Solidaires ne peut accepter cette politique répressive. »

Arthur - Membre élu du conseil d'administration de l'association Refuges Solidaires"

« Nous savions que quelle que fût la teneur de la décision du Conseil Constitutionnel, le combat contre la loi immigration devrait se poursuivre. La décision rendue le 25 janvier procure un soulagement en censurant 35 articles de la loi, dont ceux relatifs aux prestations familiales, au droit du sol, au délit de séjour irrégulier, au droit au séjour pour les étrangers malades... Mais ce soulagement est en réalité en trompe-l'œil parce que la loi composée des articles restants demeure l'une des plus répressives depuis 1945. La suppression des catégories protégées contre les expulsions, l'extension sans précédent de la double peine, la fin de la stabilité des titres de séjour, le creusement des inégalités dans les territoires ultramarins, pour ne citer qu'elles, sont autant de mesures profondément attentatoires aux droits fondamentaux des personnes, qui stigmatisent, répriment, excluent et mettent en danger. Pour sortir de l'impasse, il faut suspendre l'application de cette loi : l'urgence est à la sensibilisation, la mobilisation et la résistance face à la loi et aux instrumentalisations politiques sur le dos des personnes migrantes.»

Patrick, bénévole La Cimade

« Depuis 7 années les exilés traversent nos montagnes.

Depuis 7 années quand trop nombreux, nous appelons à l'aide l'État garant de la fraternité de notre république et... Depuis 7 années, rien, les exilés rejoignent les Autres, ceux de la rue, les sans toits!

Pourtant leur venue, leurs besoins rejoignent les nôtres : du travail pour du pain.

Ils meurent en mer, en montagne, dans la rue... Une seule mort peut nous mettre en joie, celle de la loi qui restreint leurs droits.»

Jean-Yves, bénévole au Secours Catholique

Programme de la semaine de mobilisation du 3 février au 11 février

8 JOURS DE MOBILISATION EN HOMMAGE AUX MORT-ES DES FRONTIÈRES.

3 FÉV · DÉBAT PUBLIC : QUELLE POLITIQUE D'ACCUEIL DANS LE BRIANÇONNAIS ?

18h00 · Cinéma Cosmo · Briançon ·
*à l'invitation de Tous Migrants et Médecins
du Monde.*

5 FÉV · PRÉSENTATION DE L'ATLAS DE MIGREUROP

18h00 · Librairie de la Gargouille · Briançon

6 FÉV · GRANDE COMMÉMORATION DES MORT-ES DES FRONTIÈRES

17h30 · Pont de la Rue Centrale · Briançon

9 FÉV · CINÉ-RENCONTRE ·

«L'Abbé Pierre : une vie de combats»

18h15 · Cinéma Cosmo · Briançon ·
*à l'invitation de Refuges Solidaires, en
présence de l'acteur principal.*

9 FÉV · SOIRÉE CONCERT, THÉÂTRE & ÉCHANGES

18h00 · Auberge d'Eygliers · Eyglies

10 FÉV · ATELIER D'ÉCRITURE ET ÉCHANGES autour de l'exil et des impacts des politiques répressives sur les corps.

17h00 · La Passa · Vallouise
*avec le collectif Tcholey auteur du livre «Des
vies orageuses» et Médecins du Monde.*

11 FÉV · RASSEMBLEMENT FESTIF

10h00 · Marché du 15/9 · Briançon

Sites ressources :

<http://briancon-solidaire.org>

<https://tousmigrants.weebly.com/>

<https://commemoraction.net/>

Campagne d'affichage refusée par la régie publicitaire



ACCUEIL

[akœj]
nom masculin

Seule politique réaliste et réalisable permettant l'enrichissement culturel et l'émancipation des personnes.

Contraire de : harcèlement policier, expulsions, dénis des droits, coupures d'eau etc.

MIGRER POUR VIVRE PAS POUR MOURIR
www.briancon-solidaire.org



HOMMAGE

[ɔ.maʒ]
nom masculin

Commémoration pour le souvenir des personnes décédées aux frontières.

Le 6 février à 17H30, pont rue Centrale à Briançon.

MIGRER POUR VIVRE PAS POUR MOURIR
www.briancon-solidaire.org



MILITARISATION DE LA FRONTIÈRE

[militarizasjɔ̃]
nom féminin

Stratégie inutile et dangereuse visant à couper la route migratoire de Montgenèvre empruntée depuis plus de 2000 ans.

MIGRER POUR VIVRE PAS POUR MOURIR
www.briancon-solidaire.org



COURSE-POURSUITE

[kours.pursujit]
nom féminin

Pratique mettant en danger des personnes exilées à la frontière franco-italienne.

Peut causer des accidents graves. Selon des récits de personnes exilées.

MIGRER POUR VIVRE PAS POUR MOURIR
www.briancon-solidaire.org



MIGRER

[mi.gre]
verbe

Droit universel de chaque être humain à circuler librement.

*Même pour elles.
Même pour eux.*

MIGRER POUR VIVRE PAS POUR MOURIR
www.briancon-solidaire.org